

## BATAILLE DE LA MONONGAHELA.

ETUDE HISTORIQUE.

1750-1755.

A mesure que la France et l'Angleterre s'étendaient par leurs colonies dans l'Amérique du Nord, leur vieille rivalité, les suivant au delà de l'Océan et s'établissant avec elles au milieu des nouvelles conquêtes, y prenait de plus en plus le caractère alarmant d'une opposition ouverte et déclarée, et bientôt s'engagea une lutte vive et opiniâtre qui ne se termina que par la prépondérance victorieuse de l'une des deux rivales.

A peu près vers l'année 1750, époque à laquelle remonte ce récit, les treize colonies anglaises avaient déjà une population de plus d'un million, tandis que le Canada, la Louisiane et le Cap Breton comptaient à peine quatre-vingts mille âmes.

Malgré cette excessive disproportion numérique, la victoire s'était presque toujours obstinée à suivre les étendards de la France dans les luttes sans cesse renouvelées des deux colonies.

Les frontières des américains qui cherchaient à s'étendre à mesure que la population s'accroissait avaient été dévastées, leurs forts pris, démantelés ou rasés par des bandes canadiennes ayant à leur tête des chefs tels que de Léry, La Corne de St. Luc et Rigaud de Vandreuil; et ces faits d'armes, presque incroyables d'audace, avaient tellement semé la terreur et l'épouvante, parmi les colons anglais, qu'à la simple nouvelle de leur approche, ils abandonnaient tout pour se réfugier au loin dans l'intérieur du pays avec leurs familles et ce qu'ils pouvaient sauver de plus précieux, dans leur fuite précipitée.

Cependant la seconde paix d'Aix-la-Chapelle signée en 1748, par laquelle la France rendit toutes ses conquêtes, — l'un des plus déplorables traités que la diplomatie française ait jamais accepté, vint suspendre ces courses victorieuses à travers le pays ennemi. Mais cette paix ne devait pas durer longtemps.

Lord Albermale, l'ambassadeur anglais à Paris, ne tarda pas à se plaindre amèrement des empiètements des Français en Acadie et ailleurs. Ceci sans doute n'était qu'un prétexte pour rompre la paix; toutefois une commission n'en fut pas moins nommée pour fixer la ligne des frontières, mais pendant que cette commission siégeait et discutait, un édit royal, émanant de la Cour d'Angleterre, concéda à une Compagnie de marchands anglais une grande partie de la vallée de l'Ohio qui était précisément un des points en litige.

Les Français comprirent de suite que l'octroi de cette concession avait pour but unique de leur enlever le commerce si productif de l'Ouest et de couper leur ligne de communication entre le Canada et la Louisiane; aussi se hâtèrent-ils, par une sage prévoyance, de relier au moyen de quelques forts cet immense territoire qui s'étend depuis l'isthme étroit de l'Acadie jusqu'au Golfe du Mexique en passant par les grands lacs.

Ces préparatifs de légitime défense firent pousser les hauts cris à la Compagnie des marchands concessionnaires qui se plaignirent au Gouverneur-Général. Tandis que ce dernier dépêchait en toute hâte Washington à M. Le Gardeur de St. Pierre, commandant les pays de l'Ouest pour sa Majesté Très-Chrétienne, afin de l'engager à suspendre ces travaux de fortification, des coureurs des bois, tant français que sauvages, tombè-

rent à l'improviste sur les marchands anglais qui fesaient arpenter leur concession et en saisirent trois qu'ils amenèrent au fort de la Presqu'Isle.

Sur ces entrefaites, Washington était revenu avec la réponse de M. Le Gardeur de St. Pierre. Cette réponse, toute militaire et très laconique, informait le Gouverneur-Général qu'on garderait et défendrait jusqu'à la dernière extrémité le territoire de l'Ouest en général et la vallée de l'Ohio en particulier qui appartenait légitimement à la France depuis soixante ans que La Salle les avait découverts et en avait pris possession au nom du Roi de France.

Alors la Compagnie des Marchands voulut avoir des forts à son tour. Elle envoya un détachement de travailleurs soutenu par une compagnie de milice sous les ordres du Capitaine Trent, au confluent des rivières Alleghany et Monongahela pour y élever un fort, mais à peine ceux-ci en avaient-ils fait les premiers terrassements qu'ils furent surpris et chassés par M. de Contrecoeur qui s'en allait remplacer M. de St. Pierre et qui trouvant la position excellente, le fit achever et le nomma Fort Du Quesne.

Pendant que ceci se passait, M. de Contrecoeur ayant appris que Washington accourait au secours de Trent, envoya à sa rencontre M. de Jumonville, avec une escorte de trente soldats, pour sommer le Colonel américain d'évacuer le territoire français.

Le 18 mai 1754, de grand matin, Washington qui avait été informé par ses éclaireurs de l'endroit où campaient Jumonville et ses compagnons, vint les cerner avec toutes ses forces, et avant que l'officier parlementaire eut eu le temps de lire sa sommation, il tombait fusillé presque à bout portant avec neuf hommes de son escorte.

Après cet odieux assassinat que réprovent toutes les lois de la guerre et de l'honneur, Washington — bien décidé à soutenir les prétentions de la Compagnie des Marchands et surtout à seconder les projets de la Métropole qui voulait s'emparer de la vallée de l'Ohio, — poussa jusqu'à la Monongahela où il éleva à la hâte le fort Necessity qu'il garnit de neuf pièces de canon.

Cependant la nouvelle de la mort tragique de Jumonville ne tarda pas à arriver au camp français où on l'accueillit par un cri général d'horreur et d'indignation. M. de Contrecoeur chargea aussitôt M. de Villiers d'aller venger son frère et lui donna, à cet effet, six cents Canadiens armés à la légère et une centaine de Sauvages, avec lesquels il se porta rapidement à la rencontre de Washington. Après une lutte meurtrière de plus de dix heures, les Canadiens réduisirent au silence les batteries du fort, quoiqu'ils n'eussent point de canon, et allaient monter à l'assaut, quand Washington demanda à capituler, ce qui lui fut accordé. (1)

(1) Dans cette capitulation qui fut rédigée par le capitaine Van Braam, le seul des officiers de Washington qui pût parler et écrire le français, le mot *assassinat* que nous avons employé plus haut, figure en toutes lettres.

Washington, en signant cette capitulation, s'est donc reconnu et clairement avoué l'assassin de Jumonville. Ce meurtre injustifiable entache, suivant nous, tout autant la gloire de cet homme vraiment grand appelé plus tard à une si haute distinction que l'assassinat du duc d'Enghien pèsera éternellement sur la mémoire de Napoléon.

Dans cette même capitulation signée le 3 juillet, Washington s'était engagé à ne pas servir contre la France pendant une année. Nous allons le voir bientôt marchant sous les ordres de Braddock bien avant que sa parole de soldat et de gentilhomme fut dégagée.